



Lundi 29 janvier, des centaines d'agriculteurs ont bloqué Langon. Et nationalement, il y a eu blocages de nationales ou d'autoroutes, sièges de préfectures, descentes dans la grande distribution. On ne peut que partager leur colère !

En multipliant les barrages et les actions chocs, les agriculteurs ont forcé le gouvernement à intervenir. Mais les agriculteurs savent que rien n'est réglé.

Ils savent que ce n'est pas en s'accrochant aux pesticides qu'ils assureront l'avenir et feront face au changement climatique. Quant aux 400 millions d'euros, s'ils sont véritablement accordés, ils finiront, comme toujours, dans les caisses des plus gros agriculteurs.

La domination des gros sur les petits est un des aspects les plus révoltants du capitalisme. Si nombre d'agriculteurs ont du mal à se verser un Smic, la filière est très lucrative pour les actionnaires de Lactalis et de Bigard. Elle rapporte gros aux semenciers et aux trusts de l'agrochimie. Elle fait prospérer les actionnaires de Danone, d'Unilever, des fabricants de matériel agricole, ainsi que la grande

distribution... Sans oublier les banques qui profitent de l'endettement forcé des agriculteurs !

Les traités de libre échange sont dénoncés. Mais qui les organise et en profite, sinon les importateurs de l'agroalimentaire et de la distribution et les gros exportateurs français, céréaliers, betteraviers ou viticulteurs ? Et le gouvernement tranche toujours en leur faveur.

Les agriculteurs peuvent affirmer avec fierté qu'ils nourrissent le pays. Mais sans les ouvriers fabriquant tracteurs et moissonneuses, sans ceux des abattoirs, sans camionneurs et caissières, la nourriture n'arriverait pas dans nos assiettes. Les travailleurs de l'agroalimentaire, de l'énergie, de l'automobile, de la santé... sont aussi indispensables à la société.

Ouvriers et paysans sont à la base de toutes les richesses. Mais ce sont les capitalistes, les parasites et les financiers qui profitent de ce travail. Nous n'avons pas à l'accepter !

**Jean-Philippe Delcamp pour la liste Lutte Ouvrière**

Les manifestations d'agriculteurs ont été nombreuses et ont rappelé le mal-être et la souffrance d'une profession : disparition de 100 000 exploitations en 10 ans, baisse constante des revenus, plan d'arrachage des vignes mais aussi suicide d'agriculteurs. Le tableau est bien sombre pour une profession dont la mission, nourrir nos concitoyens, devient de plus en plus difficile à exercer. A cela s'ajoute la concurrence internationale, parfois soumise à des règles de production moins contraignantes et les pressions sur les marges du secteur de la grande distribution, l'ensemble exacerbant les difficultés existantes. Il ne faut pas mettre de côté les enjeux environnementaux pour lesquels nous portons tous une responsabilité. L'agriculture de demain devra, comme toutes les autres activités, tenir compte de cette exigence, celle de laisser un monde viable à nos enfants et petits-enfants. Nombreux sont les agriculteurs animés par cette démarche, ils demandent simplement à pouvoir vivre dignement de leur travail. Au-delà des paroles, nous avons

voulu traduire en acte ce soutien à nos agriculteurs. L'équipe majoritaire s'est saisie de ce sujet depuis le début du mandat. Dépassant les exigences de la loi Egalim, nous nous sommes efforcés de promouvoir les achats locaux et de qualité. Nos cantines scolaires qui étaient à moins de 20% de produits bio en 2020 sont désormais à 40%. De même, la part des achats locaux dépasse les 30% du total de nos approvisionnements scolaires. Augmenter la part du bio et de l'approvisionnement local reste le principal objectif du service de restauration et le travail sur le prochain marché alimentaire devrait nous permettre de l'atteindre.

Notre ambition ne s'arrête pas là et s'étend à d'autres acteurs qui font la promotion des circuits courts comme par exemple l'AMAP des rives de Garonne ou les amis de la Coopé que nous accompagnons. Notre engagement est intact et nous continuerons à renforcer notre accompagnement à l'agriculture locale et biologique.

**Christophe Doray pour le groupe majoritaire**

La sobriété énergétique de l'éclairage public devient un sujet majeur depuis que les factures des communes en matière d'éclairage public ont connu depuis peu une augmentation sans précédent. La première bonne solution s'est opérée en remplaçant des lampes traditionnelles par des lampes à led. Dès 2017, en France, 570 millions de tonnes de CO2 ont pu être économisées de cette façon. C'est ce qui a été partiellement fait à Langon. S'il existe des économies utiles, il y en a d'autres qui posent problème comme celles qui consistent à éteindre certains candélabres notamment aux abords des établissements scolaires alors qu'au moment de la dépose des élèves, il fait encore nuit le matin. C'est ce que nous appellerons de mauvaises économies car elles se font au détriment de la sécurité de nos enfants. Par exemple, 10 candélabres étaient éteints cet hiver autour du Lycée Jean Moulin. L'intensité de la circulation des véhicules et des piétons justifierait pourtant que l'éclairage soit maintenu dans ces zones. Il existe pourtant des solutions novatrices qui ne manqueront pas de se développer rapidement

dans tout le pays : il s'agit de l'éclairage public solaire. On estime que l'on peut réduire de cette façon de 56 % les émissions de gaz à effet de serre dans un pays comme le nôtre. En effet, le panneau solaire disposé au-dessus de chaque candélabre produit une électricité gratuite. Cette solution supprime de facto le coût du réseau de raccordement, son entretien et celui des armoires électriques. La conjugaison de ces économies permet un remplacement avec un retour sur investissement immédiat des parc existants dans nos communes. Lors du dernier Conseil Municipal, le Maire nous a indiqué que cette solution pourrait être partiellement étudiée. Nous précisons ici que nous avons transmis à tous les élus il y a un an une étude financière parfaitement documentée concernant une commune dont le parc de candélabres est sensiblement le même qu'à Langon. Elle permet d'appréhender l'opportunité de choisir la solution de l'éclairage solaire, ce qui nous paraîtrait profitable pour les finances de notre ville.

**Didier Sendrès pour la liste Langon Ensemble 2020**